

Entretien avec Thierry Paquot

“ L’avenir passe par la création de biorégions urbaines ”

Réinventer la manière de « faire ville », tel est le credo du philosophe Thierry Paquot, qui a l’écologie chevillée au corps. Au centre de sa réflexion, la biorégion urbaine, qui met notamment l’accent sur la nécessité d’une pratique quotidienne des interrelations entre les humains, et entre eux et le monde vivant.

La Recherche Vous mentionnez les travaux d’un certain nombre d’auteurs qui ont réfléchi à la taille idéale pour une ville. Selon eux, quelle est-elle ?

Thierry Paquot Platon indique dans *Les Lois*, son dernier texte, qu’une population idéale devrait être composée de 5040 foyers, ce qui fait à peu près 30 000 habitants, ayant à la fois un domicile en ville et un autre à la campagne... Ce nombre doit beaucoup à son attrait pour la numérogie pythagoricienne. En effet, le nombre 5040 possède des propriétés arithmétiques parfaites : il est le produit des sept premiers nombres entiers et admet le plus grand nombre de diviseurs (59, précise-t-il), ce qui est commode pour subdiviser la population, répartir les personnes dans des sous-ensembles, etc. En outre, il accepte toutes les divisions par 12 et ses multiples, ce qui n’est pas anodin, car 12 correspond au nombre des dieux du Panthéon grec... Si je fais maintenant un bond de plusieurs siècles en avant, pour aboutir au tournant des XIX^e et XX^e siècles, je retrouve ce chiffre d’environ 30 000 habitants (dont 2 000 agriculteurs) chez l’urbaniste britannique Ebenezer Howard (1850-1928), théoricien de la cité-jardin. Ma position est autre : je privilégie la qualité à la quantité. Aussi je ne cherche pas la « bonne taille » d’une ville ou d’un territoire, mais sa « juste mesure ».

C’est-à-dire ?

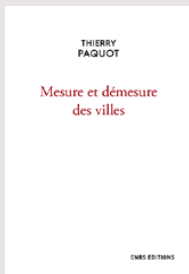
Je dois préciser que pour moi, ce qui fait une ville, c’est l’heureuse combinaison de trois spécificités : l’altérité – on accueille l’autre

comme un bienfait et non pas comme une pénalisation, y compris cet autre absolu qu’est le monde vivant, la faune et la flore –, la diversité – qu’elle soit générationnelle, économique, sociale, sexuelle ou culturelle – et l’urbanité – autrement appelée l’hospitalité. Ainsi, par exemple les *gated communities*, ou « enceintes résidentielles sécurisées », qui représentent dorénavant le premier produit immobilier au monde – elles se vendent aussi bien en Chine qu’au Brésil, en Inde qu’en Pologne, en Colombie qu’en France, ne font pas ville, car elles récuse la diversité et optent pour l’homogénéité sociologique. Idem pour les villes mono-industrielles de l’ère soviétique : elles ne faisaient pas ville parce que toute la population, les activités, les équipements obéissaient à une seule production (l’extraction du charbon, par exemple, ou la sidérurgie). Dans cette optique, la taille

importe peu, même si j’estime que ces qualités ne sont pas envisageables à moins de 3 000 à 4 000 habitants et à plus de 500 000 à 600 000 habitants.

En quoi les cités-jardins d’Ebenezer Howard remplissent-elles ce triple objectif ?

Ebenezer Howard a imaginé les cités-jardins comme des villes d’un type nouveau, où l’on travaille, réside, se détend, apprend, etc. Des villes entières en quelque sorte, avec des emplois artisanaux et manufacturiers, des services, des commerces, des terrains agricoles, des équipements culturels, sportifs, culturels et, surtout, la nature partout chez elle... Une ville-campagne qui assure les qualités de la cité par une vie publique et associative active et qui est en liaison avec les autres villes au moyen du train électrique. Mais attention, la *garden city* n’est pas autonome, ●●●



Thierry Paquot,
CNRS éditions,
mars 2020,
320 p., 22 €.

Mesure et démesure des villes

Comment bien prendre la juste mesure d’une ville ? Pour le philosophe de l’urbain Thierry Paquot, il est grand temps de changer notre regard sur cette question. Plutôt que la quantité, l’auteur privilégie la qualité : une entité territoriale « fait ville » lorsqu’elle réunit trois

spécificités. Sa proposition, la biorégion urbaine, d’inspiration fortement écologique, tente de réconcilier ville et campagne. On peut simplement regretter que cette idée, qui s’inscrit dans la lignée des utopies (dont il fait un bon rappel historique), reste un tantinet trop abstraite. **V.G.**

« Nous avons longtemps subi une histoire unilatérale du progrès »

••• autarcique, repliée sur elle-même; dès qu'elle dépasse 30 000 ou 35 000 habitants, on en crée une autre et plusieurs cités-jardins se regroupent alors dans une « cité sociale », et ainsi de suite... Cette idée a donné naissance à deux cités-jardins au Royaume-Uni: Letchworth (fondée en 1903 sur la base d'une propriété coopérative du foncier) et Welwyn (lancée en 1920 par un promoteur immobilier privé). D'autres ont vu le jour au Japon, en Australie, en Europe, sans vraiment réussir à s'imposer.

Pourquoi?

Par manque de relais politiques et de mobilisation citoyenne. La cité-jardin pourrait préfigurer l'« écopolis » qu'il reste à inventer, avec son imbrication entre agriculture biologique, artisanat, services à la personne, commerces, éducation, loisirs... Ces cités-jardins sont restées à l'état de prototype, ce qui est dommage, certainement parce que le cadre administratif existant était trop prégnant. Le devenir urbain du monde passe par la création de nouvelles unités territoriales, que j'appelle « biorégions urbaines », combinaisons de villages, petites villes, une ou deux villes de 100 000 à 300 000 habitants. Le tout organisé non pas de manière hiérarchisée, mais décentralisée et autogérée. Par ailleurs, aucune biorégion ne sera semblable à une autre, elle échappe au standard et magnifie le cas par cas, le sur-mesure... Elles conserveront en commun une volonté habitante, un cadre agréable, une démocratie active, le partage d'un minimum d'objectifs et une pratique quotidienne des interrelations entre les humains, et entre eux et le monde vivant.

D'où vous est venue cette idée?

Il s'agit davantage d'une notion pour faire réfléchir que d'une proposition munie d'un mode d'emploi – même si certains, comme l'Institut Momentum, proposent un scénario pour l'Île-de-France à l'horizon 2050 (1). Ma réflexion, donc, s'alimente auprès de deux sources.



▲ La cité-jardin de Letchworth, fondée en 1903 à 60 kilomètres au nord de Londres, est l'un des deux prototypes imaginés par l'urbaniste britannique Ebenezer Howard.

La première est celle des théoriciens nord-américains Peter Berg, Gary Snyder, Kirkpatrick Sale... Ils partent d'une donnée géographico-écologique essentielle: les bassins-versants, avec tous les écosystèmes qui vont avec. La seconde est celle de l'architecte et urbaniste italien Alberto Magnaghi. Son approche est écologico-géographico-patrimoniaire, c'est-à-dire qu'elle intègre une dimension

territoriale – collinaire ici, forestière là, etc. –, et qu'elle prend aussi en compte tout l'héritage historique, à tous les niveaux: langagier, avec les parlers, les adages, les contes, etc.; architectural; agricole; technique (les outils, les savoir-faire, etc.), culinaire (les produits du terroir, les recettes...), etc. (2). Personnellement, je suggère qu'on puisse les hybrider et sortir des anciens découpages (la commune, le canton, le département, la région...).

À partir de quand a-t-on réellement commencé à articuler la problématique de l'évolution des villes et celle d'écologie?

Ce n'est pas facile de vous répondre car nous partons de pas grand-chose! J'ai moi-même enseigné, pendant longtemps et de bonne foi, la géohistoire des villes indépendamment de la question environnementale, sans me demander quelle était son empreinte carbone, par exemple. Plus une ville grossissait, plus il y avait de fumée qui sortait des cheminées de ses usines, mieux c'était. On baignait dans ce mythe de la ville industrielle qui crée des emplois, de la richesse, du confort, sans se préoccuper des pollutions qu'elle générerait... Nous avons subi, pendant longtemps, une histoire unilatérale du progrès, qui ignorait ses accidents. Or, les premières législations, par exemple, contre les rejets



THIERRY PAQUOT

PHILOSOPHE, spécialiste de l'urbain et promoteur de l'écologie existentielle, il est professeur émérite à l'École d'urbanisme de Paris (universités Paris-Est Créteil et Gustave Eiffel) et chercheur associé au laboratoire Gerphau (Groupe d'études et de recherches philosophie, architecture, urbain). Il est l'auteur d'une soixantaine d'ouvrages.

d'eaux usées toxiques dans les rivières, qui tuaient les poissons, ou bien contre les fumées des usines chimiques, qui noircissaient le linge séchant aux alentours et les poumons des habitants, remontent à la fin du XVIII^e siècle. Sauf qu'on ne racontait pas l'histoire des contestations du productivisme et de son cortège de nuisances et de dégradations de la nature. Depuis une vingtaine d'années, la géohistoire de l'écologie s'entrelace aux autres géohistoires et l'on établit des corrélations entre la déforestation et le changement climatique, entre telle consommation d'énergie fossile et telle forme de la ville, entre telle décharge et telle pathologie, entre le tout-automobile et la multiplication des centres commerciaux, etc. L'on commence enfin à dénoncer le fonctionnalisme et le zonage, la densité et le gratte-ciel, l'étalement urbain et les autoroutes, pour imaginer d'autres rassemblements humains plus respectueux de leur juste mesure. C'est, pour moi, un point très important.

Justement, pensez-vous que la crise actuelle, aussi bien environnementale que sanitaire, va modifier durablement notre manière d'envisager la ville ?

Je pense qu'elle révèle au moins deux choses. La première, c'est le besoin de faire décroître les mégalopoles car la propagation des virus bénéficie de la densité, tout comme à l'époque de la peste. Le second point, c'est la prise de conscience que la santé des humains est solidaire de la santé de la Terre et réciproquement. D'où, par exemple, une demande pour une alimentation de qualité, locale et de saison. Je suis convaincu que cette évolution est irréversible. Par contre, je crains que le plaisir d'une ville sans voiture, apprécié pendant le confinement (pour la baisse de la pollution de l'air et des nuisances sonores notamment), et la quête de parcs et de jardins, dès les premiers jours du déconfinement, ne soient pas appelés à durer... ■

Propos recueillis par Vincent Glavieux

(1) Yves Cochet, Agnès Sinaï et Benoît Thévard, « Biorégion 2050, l'Île-de-France après l'effondrement », Institut Momentum et Forum vies mobiles, 2019.

(2) Alberto Magnaghi, *La Biorégion urbaine*, Eterotopia France, p. 77, 2014.

Extraits du livre dirigé par

Philippe Clergeau

Urbanisme et biodiversité



Le choix des plantes et la richesse spécifique sont centraux, car ils ont un impact sur la qualité écologique des espaces végétalisés et sur les services écologiques qui seront apportés aux citoyens, comme l'explique dans sa contribution Flavie Mayrand, écologue au Muséum national d'histoire naturelle.

Augmenter le nombre d'espèces et la diversité des types de plantes améliore le développement et la survie des communautés végétales. Cela permet aux espèces composant ces nouvelles communautés d'avoir des niches écologiques différentes, c'est-à-dire utilisant des ressources de façon complémentaire. La survie des espèces est également favorisée grâce à l'établissement de relations positives interspécifiques (interactions mutualistes). Ces relations sont particulièrement importantes dans les environnements contraignants comme la ville; ainsi, la présence de certaines plantes, appelées « nurses », améliore les chances de survie d'autres espèces plus fragiles en aménageant localement des conditions plus clémentes. C'est le cas, par exemple, des *Sedum* des toitures végétalisées qui, en résistant à la sécheresse, aménagent des conditions plus clémentes pour des espèces herbacées en toiture. Enfin, il a été montré qu'utiliser un faible nombre d'espèces rend les communautés particulièrement vulnérables aux maladies.

Une évolution des pratiques est particulièrement nécessaire sur ce point, notamment dans le choix des arbres urbains. Un recensement du patrimoine arboré des alignements urbains réalisé sur 22 % des collectivités territoriales nationales a permis de mettre en évidence la faible diversité des alignements urbains et la généralisation de certains genres. Si 400 espèces différentes ont été recensées, 17 genres (170 espèces) représentent à eux seuls plus de 85 % des arbres recensés et 43 % du nombre total des espèces. Trois genres apparaissent comme prédominants: les platanes *Platanus*, les tilleuls *Tilia* et les érables *Acer*. Deux recommandations opérationnelles et stratégiques sont aujourd'hui avancées par la recherche et doivent être mises en œuvre à l'échelle des agglomérations: que chaque espèce représente moins de 10 % de l'ensemble et que les espèces à durée de vie courte et croissance rapide coexistent avec des espèces à durée de vie longue et croissance lente (diversification des profils d'âge). La mise à disposition d'outils d'aide à la décision devrait permettre de faire évoluer les pratiques en ce sens, comme la base Citree (1).